

# Programme d'action régionale

# 2025

## Insee Île-de-France



**Coordination**

Marie Acs

**Directrice de la publication**

Isabelle Kabla-Langlois

**Rédaction en chef**

Marie-Odile Liagre, Brigitte Rigot

**Mise en page**

Frédéric Luczak, Nicolas Renaud

**Bureau de presse**

01 30 96 90 51

**Éditeur**

Institut national de la statistique et des études économiques

**[www.insee.fr](http://www.insee.fr)**

# Éditorial



En Île-de-France, la direction régionale de l'Insee offre une gamme complète de services à celles et ceux qui s'intéressent aux caractéristiques socio-démographiques de notre région et à son tissu économique. Cette offre comprend la diffusion de données en open data et des prestations de données sur mesure à la demande. Elle comprend également de nombreuses présentations thématiques de nos données et des démarches de conseil fondées sur notre expertise sur des thématiques ou des territoires particuliers.

La réalisation d'une large variété d'études est au centre de cette offre. Ces études – trente à quarante chaque année – permettent d'éclairer le débat public et de répondre aux besoins des acteurs publics régionaux. Le programme annuel d'action régionale de l'Insee Île-de-France est établi chaque année par la mise en cohérence entre, d'une part, les besoins exprimés par les acteurs en charge des politiques

publiques dans la région et, d'autre part, la disponibilité des données statistiques permettant d'y répondre. Il se concrétise par un ensemble de publications réalisées pour une grande part en partenariat avec ces acteurs.

En 2025, la direction régionale de l'Insee va continuer d'aller au-devant de tous les publics, notamment des communes, ses partenaires dans la collecte du recensement. Elle apportera son soutien statistique aux décideurs publics, services de l'État et collectivités locales. Elle s'emploiera à promouvoir la culture statistique auprès des jeunes publics.

Afin de mettre en œuvre son programme d'action régionale, l'Insee Île-de-France s'appuie sur deux divisions thématiques. La direction régionale recourt également à son pôle méthodologique, dont les missions consistent notamment à mobiliser de nouvelles sources ou de nouveaux usages pour des sources déjà connues. Elle dispose parallèlement d'un pôle dédié au conseil expertise qui accompagne les acteurs publics dans l'utilisation et l'interprétation des données produites par l'Insee. Une unité qui coordonne l'offre éditoriale et une responsable de la communication externe complètent le dispositif.

Par ailleurs, le Comité régional pour l'information économique et sociale (CRIES) d'Île-de-France, lieu privilégié de dialogue entre les producteurs et les utilisateurs franciliens de la statistique publique, poursuivra ses travaux et organisera trois rencontres cette année, dédiées aux impacts des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, au Grand Paris Express et à la construction neuve. Le CRIES est présidé par un vice-président du Conseil économique, social et environnemental régional, et la direction régionale de l'Insee en assure la vice-présidence.

Les études en cours ou prévues en 2025 sont présentées en détail dans le présent document. Dans la continuité des années précédentes, la direction régionale concentrera ses études sur les thématiques à fort enjeu et en prise avec les politiques publiques. Nous en avons structuré la présentation selon quatre thématiques :

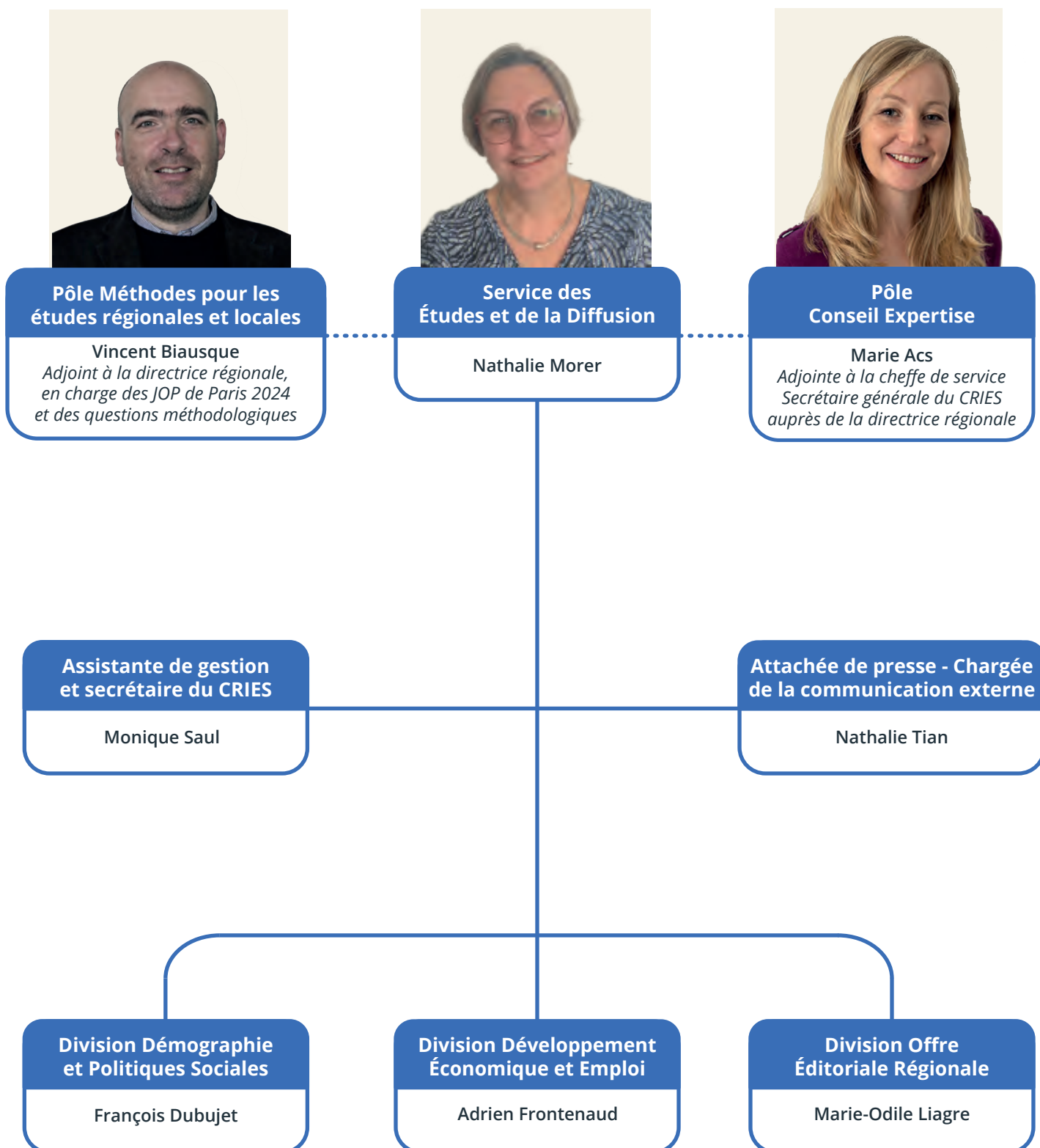
- la conjoncture francilienne ;
- l'économie, l'emploi et les études d'impact des Jeux Olympiques et Paralympiques ;
- l'aménagement du territoire et la transition écologique ;
- la démographie, les conditions de vie et les inégalités sociales.

Naturellement, quelques projets nouveaux seront également engagés (ils ne figurent pas à ce stade dans ce programme) et seront décidés en fonction de l'actualité et des incidences économiques et sociales susceptibles d'en découler.

Bonne lecture !

La directrice régionale

## Service des Études et de la Diffusion Organigramme



# Sommaire

Éditorial.....	3
Organigramme du Service des Études et de la Diffusion.....	4
A- Conjoncture francilienne.....	6
B- Développement économique, emploi et Jeux Olympiques et Paralympiques.....	8
C- Aménagement du territoire et développement durable.....	14
D- Démographie, conditions de vie, inégalités sociales.....	18
E- Publications en 2024.....	22
F- Coordination des travaux d'études en région : le CRIES d'Île-de-France.....	26
G- Méthodologie et conseil-expertise.....	27
Annexe - Lexique des sigles utilisés.....	30





# Conjoncture francilienne

En 2024, l'inflation a nettement ralenti, après deux années de forte augmentation. L'activité économique en Île-de-France reste l'une des plus dynamiques de France métropolitaine, soutenue par les services marchands, dont certains secteurs ont bénéficié de la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques. Cependant, l'industrie a connu un ralentissement et l'activité dans la construction est défavorable.

Parallèlement, le taux de chômage ne baisse plus. Pour éclairer la situation économique et l'évolution de la conjoncture régionale, l'Insee Île-de-France diffusera chaque trimestre une note de conjoncture, ainsi qu'un bilan de l'année 2024.



## A1 : Conjoncture régionale (trimestrielle)

**Partenariat :** services statistiques régionaux (Drieets, Drieat notamment)

La note de conjoncture régionale, rédigée avec la participation des partenaires de l'Insee dans les services publics régionaux, décrit chaque trimestre l'activité récente en matière d'emploi, de chômage, de création d'entreprises, de construction et d'activité touristique.

► **Produit attendu :** Insee Conjoncture, chaque trimestre

## A2 : Bilan économique (annuel)

**Partenariat :** partenaires régionaux (Drieets, Drieat, Driaaf, Banque de France, Urssaf notamment)

Chaque année, l'Insee réalise avec de nombreux partenaires régionaux un bilan économique de l'année écoulée. Le bilan 2024, qui paraîtra en juin 2025, présentera une synthèse annuelle sur l'emploi, le chômage et les politiques de l'emploi, la démographie des entreprises, l'agriculture, la construction, le tourisme et les transports. Les deux nouveaux chapitres



ajoutés à l'occasion du bilan 2023 seront pérennisés. Le premier, réalisé par la Banque de France, s'intéresse à l'évolution des crédits, tandis que le second porte sur les déclarations préalables à l'embauche et est construit avec l'appui de l'Urssaf.

► **Produit attendu : Insee Conjoncture (juin 2025)**

### **A3 : Bilan démographique 2024 (annuel)**

Le bilan démographique 2024 réalisera, comme chaque année, un état des lieux des décès et des naissances dans la région. L'Île-de-France bénéficie chaque année d'un solde naturel positif qui dépasse celui de la France métropolitaine. Cela tient en partie à la jeunesse de sa population du fait des départs relativement importants des familles constituées et des personnes à la retraite. Le bilan démographique permettra d'analyser les tendances les plus récentes. Il paraîtra après la diffusion de la publication nationale. Il présentera également les premières estimations de la population au 1<sup>er</sup> janvier 2025.

► **Produit attendu : Insee Flash (T1 2025)**

### **A4 : La saison touristique estivale 2025**

L'Insee réalise mensuellement une enquête sur la fréquentation touristique des hébergements collectifs de tourisme : hôtels, campings et autres hébergements collectifs touristiques. Cette étude proposera un bilan de la fréquentation touristique de l'été 2025 (mai à septembre) selon le type d'hébergement et l'origine de la clientèle. L'analyse pourra être complétée par une analyse d'autres indicateurs, par exemple les indices de chiffre d'affaires et des heures rémunérées dans les secteurs liés au tourisme.

► **Produit attendu : Insee Flash ou Insee Analyses (T4 2025)**

### **A5 : Populations de référence**

Chaque année, l'Insee publie les résultats du recensement et diffuse ainsi en décembre les populations de référence de l'année n-2 par commune. Ainsi, parallèlement aux autres directions régionales, l'Insee Île-de-France publiera les populations de référence 2023 en décembre 2025 pour la région capitale. Ces populations officielles entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2026.

► **Produit attendu : Insee Flash (décembre 2025)**



# Développement économique, emploi et Jeux Olympiques et Paralympiques

Première région économique de France et l'une des plus dynamiques en Europe, l'Île-de-France se distingue par une forte concentration d'emplois de cadres, du fait de fonctions décisionnelles très présentes. Plusieurs secteurs y occupent une place prépondérante, notamment l'édition-audiovisuel, les activités juridiques, comptables, financières ou informatiques, ainsi que le tourisme et la culture. Comprendre la structuration du tissu productif francilien, analyser les mutations du marché du travail comme les formes émergentes de travail (micro-entrepreneurs, indépendants), étudier les dynamiques territoriales de l'activité économique constitueront une part importante de nos travaux. De plus, l'Insee poursuivra les travaux d'études engagées depuis 2023 sur les Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 dont l'organisation et les retombées économiques continueront de faire l'objet de plusieurs études, sur le champ de l'emploi et du tourisme.





## ● Le suivi des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024

### JOP1 : Le travail mobilisé pour l'organisation des Jeux de Paris 2024

**Partenariat :** Paris 2024

L'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 a nécessité la mobilisation de nombreuses entreprises, dans des secteurs d'activité allant de la planification d'événements sportifs à la sécurité informatique des bases de données de billetterie. Grâce aux données de comptabilité du Comité d'organisation des Jeux de Paris 2024, des estimations de volume de travail par secteur d'activité seront produites et permettront d'apporter de l'information sur les branches les



plus mobilisées dans l'organisation de l'événement et sur les territoires qui auront contribué au succès des Jeux.

► **Produit attendu :** Insee Analyses (T2 2025)

### JOP2 : Les bénéficiaires des clauses d'insertion lors des chantiers JOP

**Partenariat :** Drieets

Afin de préparer la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques (JOP) 2024, des clauses sociales ont été intégrées aux marchés publics pour favoriser l'insertion professionnelle des personnes éloignées de l'emploi. Ces clauses visaient à offrir des opportunités d'emploi ou de formation à ces publics, en réservant un volume d'heures de travail dans les marchés publics des chantiers liés aux

JOP, favorisant ainsi leur inclusion sur le marché du travail. L'étude fournira une analyse du devenir des bénéficiaires des clauses d'insertion lors des chantiers JOP : leur accès à un emploi stable, leur parcours de formation ou leur retour à l'inactivité. Pour cela sera réalisé un appariement des données de la Société de Livraison des Ouvrages Olympiques (Solideo) et de la base Tous salariés en mobilisant le code statistique non signifiant, mis en place par l'Insee pour faciliter les appariements statistiques tout en protégeant le secret statistique.

► **Produit attendu :** Insee Analyses (T3 2025)

### JOP3 : Le tourisme estival des résidents dans les territoires, en période de JOP

**Partenariat :** DEPS (ministère de la Culture)

Les JOP se traduisent au moment de l'événement par une forte concentration territoriale provoquée par la venue de touristes et d'excursionnistes qui se sont déplacés spécifiquement pour assister aux Jeux. Le nombre de visiteurs dépend du succès populaire des compétitions, mais aussi des événements festifs ou culturels qui les accompagnent (live site, olympiades culturelles). L'étude vise dans un premier temps à quantifier et qualifier les visiteurs JOP résidents. Les flux croisés de l'ensemble des touristes résidents seront ensuite analysés pendant la période estivale 2024. Cette étude permettra de fournir des premiers éléments sur les effets d'éviction et de concentration observés dans les territoires. L'analyse des enjeux culturels permettra enfin de mettre en perspective les observations obtenues.

► **Produit attendu :** Insee Première (T2 2025)

### JOP4 : Le tourisme des non-résidents en Île-de-France pendant les JOP de Paris 2024

**Partenariat :** Choose Paris Region et Direction Générale des Entreprises (DGE)

Les Jeux Olympiques et Paralympiques qui se sont tenus à l'été 2024 à Paris et dans sa région ont eu un retentissement planétaire. Des touristes du monde entier ont afflué dans la région, certains pour assister aux sessions de compétition, d'autres pour profiter de l'ambiance de fête, quand d'autres sont restés à l'écart des différentes manifestations. Combien étaient-ils réellement ? Combien ont-ils dépensé ? Qui étaient ces visiteurs ? Autant de questions qui seront traitées dans cette étude, notamment grâce aux données issues du dispositif Avion-Train-Route.

► **Produit attendu :** Insee Flash ou Insee Analyses (T3 2025)

### JOP5 : Dossier sur le tourisme des JOP

**Partenariat :** Multipartenarial

La mesure de l'impact des Jeux Olympiques et Paralympiques sur le tourisme en Île-de-France et en France nécessite la mise en cohérence de nombreux indicateurs qui ne sont pas tous produits par l'Insee, ni au même moment. Par exemple, les statistiques sur les déplacements à l'été 2024 viennent du Commissariat Général au Développement Durable (CGDD), de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) ou des données de billetterie de Paris 2024, et sont diffusées dans des rapports ou des études éparpillées. En outre, ces statistiques ne sont pas toujours publiées avec un angle JOP. Ce dossier sur le tourisme JOP fournira une synthèse détaillée et cohérente d'un ensemble d'indicateurs et d'analyses reliées au tourisme, et permettra ainsi de répondre aux questions sur les impacts multidimensionnels de l'événement olympique.

► **Produit attendu :** Insee Dossier (S2 2025)

## ● Les études sur l'emploi

### B1 : 30 ans d'emploi en Île-de-France

Au cours des dernières décennies, l'emploi en Île-de-France a connu une forte tertiarisation, avec une expansion des secteurs liés aux services, aux technologies et à la finance, tandis que l'emploi industriel a été divisé par deux. Une étude rétrospective des évolutions de l'emploi en Île-de-France sur les trente dernières années sera réalisée, faisant état des mutations sectorielles de l'appareil productif et des disparités territoriales. Ces analyses seront également mises en regard avec les politiques d'emploi sur la période.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T3 2025)**

### B2 : Les indicateurs localisés de chômage par comité local pour l'emploi

**Partenariat :** Drieets

Dans le cadre de la réforme du service public de l'emploi, porté par la loi pour le plein emploi du 18 décembre 2023, les comités locaux pour l'emploi (CLPE) remplacent les bassins d'emploi pour devenir les nouvelles instances de concertation territoriale. Ils doivent permettre une coordination renforcée de l'action de l'État et de la Région afin de mieux répondre aux besoins spécifiques en matière d'emploi et de formation. Ce zonage est plus fin que celui des zones d'emploi, zonage statistique défini par l'Insee comme l'espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent ainsi trouver l'essentiel de la main-d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts. En partenariat avec la Drieets, l'Insee Île-de-France a effectué un travail consistant à produire, pour chaque CLPE, des indicateurs de chômage calculés de façon similaire à ceux actuellement diffusés pour les zones d'emploi. L'étude visera à dresser un panorama des CLPE franciliens en abordant plus spécifiquement leur situation à l'égard du chômage et mobilisera, en plus des indicateurs de chômage, d'autres sources de données, comme le recensement de la population et le dispositif Flores qui permet d'appréhender l'emploi salarié localisé territorialement.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T3 2025)**

### B3 : Les micro-entrepreneurs

**Partenariat :** Urssaf

Le régime de l'auto-entrepreneur, créé par la loi de modernisation de l'économie (LME) en 2008 et devenu régime du micro-entrepreneur avec la loi Pinel de 2014, offre des formalités simplifiées et un mode de calcul allégé pour les cotisations sociales et l'impôt sur le revenu. Ce régime est en forte croissance depuis sa création, notamment ces dernières années, avec des créations d'entreprises dynamiques en Île-de-France et au niveau national. Cette étude cherchera à comprendre dans quelle mesure le statut de micro-entrepreneur contribue à générer de l'activité économique en Île-de-France et d'analyser l'interaction entre ce statut et d'autres formes d'activité professionnelle. Cela permettra de mesurer l'impact de la pluriactivité sur le tissu économique régional.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T3 2025)**

### B4 : Les indépendants

**Partenariat :** Drieets

Après une longue période de déclin, l'emploi non salarié connaît depuis le début des années 2000 un renouveau qui concerne tous les types de territoires. Cet essor s'appuie sur le dynamisme de certains secteurs d'activité, tels que les services ;

il coïncide avec l'apparition de nouvelles formes d'emploi, situées à la frontière du salariat et du non-salariat. Les emplois « classiques » d'indépendants (agriculteurs, maçons, médecins, commerçants, dirigeants d'entreprise...) côtoient désormais de nouveaux statuts, tels que les micro-entrepreneurs ou les emplois « ubérisés » générés par l'économie des plateformes ; la variété de profils de cette population s'en trouve renforcée. Cette étude cherchera à analyser les caractéristiques et les évolutions de l'emploi indépendant, en comparaison de l'emploi salarié : elle s'intéressera au développement de l'emploi non salarié mais aussi à celui du cumul d'emplois. Les travailleurs pauvres non salariés pourraient faire l'objet d'une analyse spécifique au sein de l'étude.

► **Produit attendu : Insee Analyses (S2 2025)**

### B5 : Les revenus des agriculteurs

**Partenariat :** Driaaf

Les résultats du recensement agricole réalisé en 2020 et les données du Fichier Localisé Social et Fiscal (Filosofi) de la même année ont pu être rapprochés au niveau national. Cette nouvelle source d'information permet d'analyser finement les revenus des agriculteurs : ceux qui proviennent directement de leur activité mais aussi les revenus du patrimoine, le cas échéant les salaires des conjoints, ou encore les prestations sociales. Ces revenus pourront être détaillés selon l'âge de l'agriculteur, la composition de son ménage ou la nature de l'exploitation agricole : culture céréalière, horticole ou maraîchère, élevage, etc. Deux études seront réalisées : la première sur les ménages agricoles exploitant au moins une exploitation en Île-de-France (approche exploitation), la seconde sur les ménages agricoles résidant en Île-de-France (approche ménage). La première étude déterminera les caractéristiques des revenus des ménages agricoles dirigeant une exploitation dans la région. La seconde étude localisera les ménages agricoles de la région et comparera les ménages agricoles franciliens à d'autres sous-populations (ménages ruraux, indépendants).

► **Produit attendu : 2 Insee Analyses (T1 2025 et T2 2025)**

### B6 : Mixité des métiers en Île-de-France

Près d'un emploi sur deux est occupé par une femme en Île-de-France. Néanmoins, selon les métiers, cette part se révèle très hétérogène. Ainsi, certains métiers apparaissent comme fortement féminisés, alors que d'autres sont encore investis majoritairement par des hommes. À partir des données du recensement de la population, l'étude visera à actualiser une publication parue en 2017. Elle permettra d'identifier et de caractériser les métiers mixtes, à dominance féminine ou masculine et analysera l'évolution, en dix ans, de la mixité au sein des 87 métiers appréhendés à partir de la nomenclature des familles professionnelles.

► **Produit attendu : Insee Flash (T1 2025)**

## ● Les études sur les filières

### B7 : Emplois touristiques en Seine-et-Marne

**Partenariat :** Seine-et-Marne Attractivité

Le tourisme constitue un secteur important de l'économie en Île-de-France, et en particulier en Seine-et-Marne où le parc Disneyland est implanté. Levier de développement, le tourisme recouvre de multiples activités, parfois clairement identifiables, comme les hôtels, parfois aux contours plus flous, à l'exemple de la restauration qui peut être tournée vers les touristes ou vers la population résidente. L'étude proposera

une mesure de l'emploi touristique, c'est-à-dire des emplois directement imputables à la présence de touristes sur un territoire, et une caractérisation de ces emplois. Pour cette étude, une méthodologie particulière développée par l'Insee sera mobilisée ainsi que, potentiellement, des données mises à disposition par Seine-et-Marne Attractivité : Airbnb, Gîtes de France, téléphonie mobile.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T3 2025)**

## **B8 : Le numérique dans les entreprises et/ou les entreprises du numérique**

**Partenariat :** Drieets

Dans la continuité de la réflexion sur la formation professionnelle dans le numérique portée par l'Igas, il s'agit d'actualiser l'étude publiée en 2016 « Économie numérique en Île-de-France : une dynamique d'emploi portée par les non-salariés ». L'objectif est d'étudier l'emploi dans l'économie numérique et les nouvelles dynamiques à l'œuvre en Île-de-France. Plusieurs approches sont envisagées, à travers les métiers du numérique ou les secteurs d'activité. L'étude mobilisera de multiples sources (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié, recensement de la population, enquête TIC, données sur les demandeurs d'emploi...).

► **Produit attendu : Insee Flash (S2 2025)**

## **B9 : Les industries de la santé**

**Partenariat :** L'Institut Paris Region, avec la participation du pôle de compétitivité Medicen

L'industrie de la santé est un secteur stratégique pour l'Île-de-France, tant sur le plan économique que sanitaire. Elle représente un poids significatif dans l'emploi régional et contribue à la création de richesse. Elle est également un acteur majeur de la recherche et de l'innovation, avec un fort potentiel de croissance. Dans le cadre de « France 2030 », dont l'ambition est d'engager le pays sur la voie de la transition écologique et de l'indépendance stratégique à travers la mise en place d'un grand plan d'investissement, cette étude permettra de mieux comprendre le poids et le rôle de l'industrie de la santé en Île-de-France. Les résultats de cette étude permettront de mieux appréhender les enjeux de ce secteur pour la région, et notamment sa place vis-à-vis des autres régions ou encore les caractéristiques particulières en matière d'emplois.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T2 2025)**

## **B10 : La filière automobile**

**Partenariat :** Région (sous réserve)

La filière automobile connaît des mutations profondes avec de multiples enjeux (fin programmée du moteur thermique en 2035), qui conduisent les grands constructeurs à mettre en place l'électrification des véhicules. Dans le même temps, la filière a dû faire face à la crise sanitaire qui a fragilisé la chaîne logistique et créé des problèmes d'approvisionnement (en semi-conducteurs et en composants en plastique notamment) qui ont entraîné une contraction des volumes de production, puis à un accroissement fort du coût de l'énergie. S'inscrivant dans la lignée des enquêtes réalisées antérieurement auprès de la filière aéronautique et spatiale, l'enquête sur la filière automobile, menée par l'Insee de septembre 2024 à janvier 2025, vise à en mesurer le poids économique. Elle couvre les thématiques suivantes : relations avec la filière (dépendance, fonction, clients, sous-traitants, fournisseurs), perspectives (évolution de l'activité, évolution de l'emploi), travaux de recherche et développement et innovation.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T1 2026)**

## **B11 : La filière agroalimentaire**

**Partenariat :** Driaaf

Dans le cadre de la politique publique France 2030, et en lien avec les enjeux identifiés de souveraineté alimentaire, l'étude visera à avoir une connaissance actualisée de la filière agroalimentaire. Il s'agira ainsi d'actualiser une étude publiée en 2016, conduisant à caractériser les établissements du territoire et leur localisation, les emplois, les niveaux de salaires et à apporter des éléments d'appréciation sur les ratios économiques et financiers. Un examen des investissements antipollution des industries agroalimentaires franciliennes pourra compléter l'analyse.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T3 2026)**

## **● Les études sur le tissu économique**

### **B12 : Les start-up en Île-de-France**

**Partenariat :** Crocis

Ces dernières années, les start-up ont pris une place prépondérante dans l'actualité économique. Pourtant, si cette notion correspond bien à une réalité entrepreneuriale, il est difficile de distinguer dans l'usage commun ou dans la littérature économique une définition claire et consensuelle de la start-up. Selon les cas, le terme renvoie aux entreprises en phase de démarrage, donc jeunes, aux entreprises à forte croissance de chiffre d'affaires, à celles bénéficiant de levée de capitaux importants, ou encore aux entreprises innovantes, voire aux quatre notions à la fois. Dans le cadre de cette étude, il s'agira, d'une part, d'analyser le profil des start-up franciliennes et notamment des start-up industrielles, leur potentiel de création de valeur et d'emploi sur le territoire francilien et, d'autre part, de caractériser l'emploi dans les start-up au regard de l'économie francilienne.

► **Produit attendu : 2 Insee Analyses (T3 2025)**

### **B13 : Les PME franciliennes à l'export**

**Partenariat :** Crocis

Dans le cadre du plan France 2030 et de la politique nationale en faveur de la réindustrialisation et de la compétitivité, un programme d'incitation des petites et moyennes entreprises (PME) françaises à l'international a été élaboré. L'accompagnement des PME dans une telle démarche nécessite de mieux connaître les caractéristiques des PME qui exportent et des produits exportés selon la zone géographique de destination. Il s'agira en particulier d'actualiser une étude conjointe Insee/Crocis réalisée en 2021, basée sur des données 2019, soit avant la crise sanitaire, tout en s'attachant à observer les éventuels changements de profils des PME exportatrices, et en menant une analyse plus détaillée si possible des flux par type de produits et zone géographique de destination, mobilisant des données des Douanes.

► **Produit attendu : Insee Analyses (S2 2025)**

### **B14 : L'emploi français dépendant d'une entreprise francilienne**

**Partenariat :** Crocis

L'étude se définit comme le deuxième volet d'un travail engagé en 2022, avec la publication d'une première étude consacrée à l'emploi francilien dépendant de multinationales étrangères. Il s'agira de mener une étude sur les emplois localisés en province dans des établissements détenus par des entreprises franciliennes. Elle permettra de mieux comprendre les liens économiques entre l'Île-de-France et

les autres régions françaises. Le second volet, comme le premier, est réalisé dans le cadre d'un partenariat avec le Crocis.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T1 2025)**

### **B15 : Créations d'entreprises**

**Partenariat :** Crocis

Les statistiques des créations d'entreprises issues du répertoire des entreprises et des établissements permettent de suivre l'évolution des créations d'entreprises selon les principaux secteurs d'activité. Ces données seront mobilisées ainsi que celles du Système d'information sur les nouvelles entreprises, dispositif comprenant trois vagues d'enquêtes auprès d'une génération d'entreprises de façon à étudier la naissance et la vie des jeunes entreprises. Une première étude permettra de caractériser les créateurs d'entreprises et les freins à la création. Une seconde étude portera sur la pérennité des entreprises à cinq ans.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T2 2025) et Insee Flash (T4 2025)**

### **B16 : Impacts économiques de la plateforme aéroportuaire de Roissy Charles de Gaulle**

**Partenariat :** GIP Paris CDG Alliance, Direction départementale des finances publiques du Val-d'Oise

Les grandes plateformes aéroportuaires telles que Charles de Gaulle (CDG), Heathrow, Schiphol ou Francfort sont généralement étudiées à une échelle macroéconomique et internationale, en raison de leur impact sur l'économie nationale et leur rôle dans la concurrence mondiale pour attirer flux de voyageurs et fret. Toutefois, une analyse locale s'avère essentielle, comme en témoigne l'exemple de CDG, où travaillent 90 000 personnes. Comprendre les effets induits par les infrastructures et les acteurs présents sur le développement économique des zones avoisinantes est crucial pour connaître les besoins de ce pôle économique. Il s'agit notamment d'évaluer l'impact économique direct

et induit sur les départements d'implantation (poids des entreprises, activités logistiques, emplois), les retombées fiscales pour les collectivités locales. Cette approche globale fournirait aux administrations une cartographie précise pour orienter des politiques publiques adaptées, touchant des domaines tels que le transport, la formation et de sécurité juridique.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T3 2025)**

### **B17 : Démographie des entreprises**

La démographie des entreprises au niveau des établissements permet de comprendre les dynamiques économiques locales. L'étude offrira une analyse des créations et transferts d'établissements afin d'appréhender les tendances du marché du travail, la résilience des secteurs économiques et les besoins en matière de soutien aux entreprises. Cette étude sera coordonnée au niveau national et déclinée dans l'ensemble des régions.

► **Produit attendu : Insee Analyses (S2 2025)**

### **B18 : Les ratios financiers des PME franciliennes**

**Partenariat :** Banque de France

Les petites et moyennes entreprises (PME) occupent une place centrale dans le tissu économique français, contribuant à la création d'emplois et à l'innovation. En Île-de-France, région économique majeure, ces entreprises jouent un rôle clé dans la dynamique économique. Toutefois, elles évoluent dans un environnement marqué par des défis spécifiques, tels que la pression concurrentielle, l'augmentation des coûts et les contraintes réglementaires croissantes. Cette étude se propose d'analyser la santé financière des PME franciliennes à travers leurs principaux ratios financiers (rentabilité, solvabilité, liquidité) en 2022. En s'interrogeant sur l'évolution de ces ratios dans le temps, elle vise à mettre en lumière les tendances de performance financière des PME et les adaptations mises en œuvre face aux transformations de leur environnement.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T4 2025)**



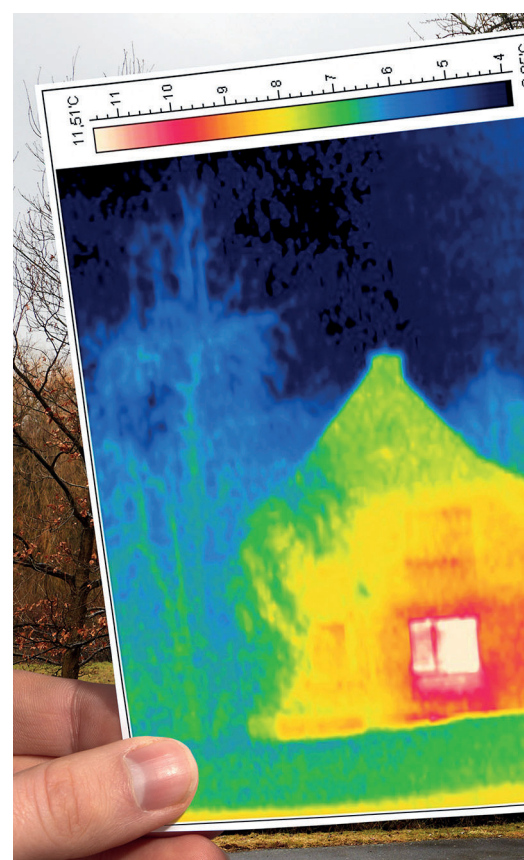




# Aménagement du territoire et développement durable

L'Île-de-France est au cœur d'importantes mutations territoriales et environnementales.

La nécessité de concilier développement économique, transition écologique et cohésion sociale guide les politiques publiques telles que le Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF-E) ou le Schéma Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (SRHH). La Conférence des Parties (COP) régionale engage les acteurs vers un aménagement plus durable, tandis que le Grand Paris Express redessine la mobilité et l'attractivité des territoires. Ces transformations influencent le tissu économique, les dynamiques résidentielles et les équilibres territoriaux, nécessitant une observation fine des évolutions en cours. L'Insee, en collaboration avec ses partenaires, réalisera plusieurs études permettant d'appréhender au mieux les enjeux et défis des territoires.



## ● Le Grand Paris Express

### GPE1 : Tissu économique des quartiers de gare du GPE

Partenariat : Apur

Dans le cadre du Grand Paris Express, un projet de réseau de transport public composé de 4 lignes de métro autour de Paris et de l'extension de deux lignes existantes a été élaboré. Achievées ou encore en cours de construction à ce jour, ces lignes regroupent 68 gares en Île-de-France. Après un ensemble d'études portant sur chacune des lignes publiées en 2016 et 2017, une étude sera réalisée sur les caractéristiques des quartiers autour de ces 68 gares en matière d'emploi, de secteur d'activité et de dynamique du tissu productif afin d'éclairer les transformations à l'œuvre sur ces territoires entre 2017 et 2022, de porter un diagnostic sur chacun d'entre eux et d'observer leurs similitudes et leur insertion dans leur



environnement proche. Une typologie des quartiers selon des critères économiques et d'emploi sera réalisée, à partir de données géolocalisées en infracommunal.

► Produit attendu : Insee Analyses (T2 2025)

## ● Dynamiques et inégalités territoriales

### C1 : Migrations résidentielles dans les QPV

Partenariat : Conseil départemental des Yvelines / Communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise

L'actualisation de la géographie prioritaire de la politique de la ville en 2024 est l'occasion de mettre à jour la connaissance

des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV), notamment sur le thème des migrations résidentielles. Une première étude parue en 2024 a permis de mettre en avant les caractéristiques socio-démographiques de la population vivant en QPV. La persistance d'indicateurs socio-économiques dégradés dans les QPV peut découler d'une dégradation de la situation de leurs habitants ou du départ de populations moins défavorisées et de l'arrivée de populations plus précaires. L'analyse des migrations résidentielles et des caractéristiques socio-démographiques des mobiles (entrants et sortants des QPV) visera à déterminer dans quelle mesure les mobilités limitent ou accentuent la ségrégation des QPV. Elle s'attachera également à voir si les QPV sont des quartiers de passage ou s'ils hébergent des populations installées depuis longtemps. L'étude prévue sera conduite sur le département des Yvelines et comprendra un focus sur le territoire de la communauté urbaine Grand Paris Seine & Oise, soit 23 QPV dont 12 pour GPS&O.

► Produit attendu : Insee Analyses (T4 2025)

### C2 : Migrations résidentielles en Seine-Saint-Denis

Partenariat : Conseil départemental de Seine-Saint-Denis

Le Département de Seine-Saint-Denis souhaite connaître les tendances à l'œuvre sur son territoire en matière de migrations résidentielles, en distinguant les flux entrants, sortants et internes au département. La Seine-Saint-Denis est connue pour être à la fois un territoire d'accueil, aussi bien de cadres parisiens que de personnes défavorisées venant de province ou de l'étranger, et un territoire de transition. Qu'en est-il aujourd'hui ? Quels sont les échanges avec les départements voisins ? Quels sont les flux entre EPT et entre communes au sein du département ? Quel est le profil des arrivants et des partants ? Comment ces flux affectent-ils le territoire ? L'étude répondra à ces questions, à partir du recensement de 2021 et de Fidéli 2022. Elle reprendra la méthodologie de l'étude publiée en 2024 sur les migrations résidentielles dans le Val-de-Marne mettant en avant les mouvements migratoires nombreux et variés avec les départements voisins et en interne.

► Produit attendu : Insee Analyses (T4 2025)

### C3 : Les actifs qui résident loin de leur lieu de travail

Depuis la crise sanitaire, plusieurs études tendent à montrer qu'un nombre croissant d'actifs déménagent loin de leur lieu de travail, en profitant des possibilités offertes par le télétravail et par des moyens de transport rapides. Cette tendance récente affecterait plus particulièrement l'Île-de-France. Ainsi, parmi les Franciliens qui partent s'installer en province, notamment dans les départements limitrophes et les grandes villes, la part des actifs occupant un emploi « télétravaillable » augmente, de même que la part des actifs qui déclarent travailler. L'étude pourra mobiliser différentes sources concurrentes pour apporter un éclairage sur ce phénomène, afin de confirmer ou non les différentes hypothèses sur les migrations de ces actifs.

► Produit attendu : Insee Analyses (T4 2025)

### C4 : Le tissu économique des zones d'activités économiques et les périmètres d'opération de revitalisation du territoire (ORT)

Partenariat : DDT Seine-et-Marne

Dans un contexte où la gestion durable des espaces devient essentielle, la loi Climat et résilience du 22 août 2021 demande aux collectivités de répertorier leurs zones d'activités économiques et d'impulser une politique de développement plus économe en espaces et en ressources, avec l'objectif d'atteindre à terme « zéro artificialisation nette ». L'étude

visera à étudier ces zones d'activités économiques en matière d'emploi et d'identifier les secteurs d'activité présents sur ces zones. Elle pourra également analyser le lien avec, d'une part, le programme national d'Action cœur de ville dont l'objectif est de redonner de l'attractivité et du dynamisme aux centres des villes moyennes et, d'autre part, le plan d'actions élaboré en concertation avec les élus et les acteurs économiques des territoires.

► **Produit attendu : Insee Analyses (S2 2025)**

## **C5 : Les pôles d'emploi franciliens**

**Partenariat :** Apur

Défini dans le cadre d'une étude menée en partenariat avec l'Apur en 2014, le zonage statistique des pôles d'emploi en Île-de-France regroupe des zones territoriales fines (carreaux de 100 mètres de côté) qui concentrent géographiquement un grand nombre d'emplois. Ce zonage a permis d'identifier 39 pôles d'emploi comme les principaux moteurs structurants de l'activité économique de la région francilienne. Cependant, au vu des nombreuses transformations qui ont marqué les paysages économiques, sociaux et urbains de ces dix dernières années, une actualisation de la définition géographique de ces pôles apparaît indispensable. Une telle démarche contribuerait à affiner la compréhension des rôles de ces pôles et à mieux orienter les politiques publiques et stratégiques dans ce domaine.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T4 2025)**

## **C6 : Les pôles commerçants**

L'objectif consistera à identifier les zones densément dotées en commerces en périphérie des centres urbains (pôles commerçants) et à décrire les caractéristiques de leur tissu commercial en regard, notamment, de celles de la population résidente et de la proximité de pôles de bureaux. Cette étude permettra d'actualiser celle publiée en 2019 sur les pôles commerçants de centre-ville, en intégrant des problématiques plus nouvelles sur le coût de la vie et le développement du télétravail qui sont susceptibles d'avoir fait évoluer les comportements de fréquentation de ces pôles. Elle s'appuiera sur des données plus récentes (2016-2022) et sur le dispositif « Points de vente » de l'Insee élaboré à partir de la base de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la base Flores. L'étude permettra d'analyser l'organisation spatiale du commerce de proximité, d'appréhender les principales destinations marchandes et de mesurer les évolutions des pôles du commerce de proximité (de type centre-ville et de type périphérie).

► **Produit attendu : Insee Analyses (T4 2025)**

## **● Développement durable et transition écologique**

### **DD1 : Déterminants socio-économiques de la consommation d'espace**

**Partenariat :** Drieat (sous réserve)

La consommation d'espace pour l'habitat et les activités économiques a fait l'objet de nombreux travaux, notamment dans le cadre du SDRIF-E. L'habitat représente environ deux tiers de la consommation d'espace dans la plupart des régions, contrairement à l'Île-de-France où cette part est légèrement inférieure à la moitié. À l'inverse, les activités économiques jouent un rôle important dans la consommation d'espace de la région. De plus, la maîtrise de l'artificialisation des sols constitue un enjeu pour un aménagement du territoire

respectueux des principes du développement durable. Il s'agira de localiser les caractéristiques de la consommation d'espace, la concurrence de l'usage des sols et l'artificialisation du territoire en tant que dynamique du système urbain en mobilisant une nouvelle source de données : l'OCS-GE. Actuellement, deux millésimes sont disponibles : 2017/2018 et 2021. L'Institut national de l'information géographique et forestière (IGN) a produit des données à l'échelle régionale.

► **Produit attendu : Insee Analyses (S1 2026)**

### **DD2 : Vulnérabilité énergétique des ménages en matière de transports**

**Partenariat :** Drieat

En partenariat avec le Service des données et des études statistiques (SDES) du ministère en charge du Logement et de la Transition écologique, l'Insee a développé un outil de mesure de la vulnérabilité énergétique des ménages en matière de déplacements. Les données sont basées sur le rapport entre leurs revenus et les dépenses engagées pour leurs déplacements, en s'efforçant d'étudier la part des déplacements domicile-travail et plus généralement des déplacements du quotidien parmi l'ensemble des déplacements des véhicules particuliers. Un enjeu important est d'étudier, grâce aux informations des vignettes Crit'air des véhicules, l'impact différencié selon le revenu de la mise en place des Zones à faibles émissions (ZFE).

► **Produit attendu : Insee Analyses (S1 2026)**

### **DD3 : Vulnérabilité énergétique des ménages liée au logement**

**Partenariat :** Drieat

En partenariat avec le Service des données et des études statistiques (SDES) du ministère en charge du Logement et de la Transition écologique, l'Insee a développé un outil de mesure de la vulnérabilité énergétique des ménages. Les données sont basées sur le rapport entre les dépenses énergétiques des ménages liées à leur logement et leurs revenus. Il ne s'agit pas ici de consommations réelles, mais de dépenses conventionnelles, estimées à partir de la combinaison de deux sources d'information : la base Ademe des DPE concernant la période mi-2022 à mi-2023 et la base des logements Fidéli 2022. Les travaux donneront lieu à deux publications, l'une dressera un état des lieux de la vulnérabilité énergétique des ménages en Île-de-France, l'autre analysera des simulations de l'impact d'une hausse de prix de l'énergie ou d'opérations de rénovation des logements. Les études alimenteront la réflexion dans le cadre du Schéma Régional de l'Habitat et de l'Hébergement.

► **Produit attendu : Insee Dossier (T4 2025)**

### **DD4 : Vulnérabilité énergétique des ménages dans les logements détenus par des multipropriétaires**

**Partenariat :** Apur

La loi Climat et résilience vise à interdire progressivement, à partir de 2025, la relocation de logements à faible performance énergétique. Cela concerne près de la moitié du parc locatif en Île-de-France. La rénovation des logements du parc locatif constitue un enjeu fort au sein des territoires. Dans le contexte francilien d'un marché immobilier tendu, une meilleure connaissance des propriétaires bailleurs de ces logements est indispensable pour cibler les actions prioritaires à mettre en œuvre et ainsi massifier la rénovation énergétique. Cette étude s'inscrit dans la continuité des études réalisées sur la vulnérabilité des ménages dans les logements et se focalisera sur le champ des logements



détenus par des multipropriétaires au sein de la métropole du Grand Paris, problématique spécifique à ce territoire. Cette étude est rendue possible par l'appariement des données sur les dépenses énergétiques conventionnelles et le fichier des propriétaires de logements. L'objectif est de rapprocher l'exposition des locataires à la vulnérabilité énergétique, notamment dans les logements classés E, F ou G, et les caractéristiques des ménages bailleurs chargés de réaliser les travaux de rénovation.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T1 2026)**

#### **DD5 : Quantités de déchets ménagers collectés et spécificité des territoires**

La réduction de la production de déchets et leur traitement est un enjeu majeur de la transition écologique, à la fois dans un souci de préservation des ressources et de protection de la biodiversité. Dans l'agenda 2030, la gestion des déchets fait l'objet de la cible 12.5 des objectifs de développement durable : « D'ici à 2030, réduire considérablement la production de déchets par la prévention, la réduction, le recyclage et la réutilisation ». Plusieurs textes législatifs visent également à une réduction de la production de déchets, et au développement qualitatif et quantitatif de leur valorisation. Dans ce cadre, l'étude aura pour objectif de dresser un état des lieux de la situation actuelle, qui pourra être le point de départ d'un bilan réalisé dans quelques années.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T2 2025)**

#### **DD6 : Investissements antipollution dans l'industrie francilienne**

L'Île-de-France, en tant que grande région industrielle de France, abrite une grande diversité de secteurs, dont certains sont particulièrement impactés par les normes antipollution. Le cadre réglementaire européen de la politique environnementale et climatique de l'Union européenne définit des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre, soutient la transition vers une économie circulaire et établit des règles pour la gestion des pollutions industrielles. Cette étude mobilisera l'enquête Antipol de l'Insee sur les investissements dans l'industrie pour protéger l'environnement. Elle permettra d'accroître la connaissance sur le montant et la nature des études (en prévision d'un investissement, réglementaires ou d'impact). Elle visera également à mesurer les investissements des établissements industriels franciliens pour protéger l'environnement.

► **Produit attendu : Insee Flash (T3 2025)**

#### **DD7 : Les métiers de l'économie circulaire**

**Partenariat :** Observatoire régional de l'emploi et de la formation (OREF - L'Institut Paris Region)

Dans la continuité des travaux menés par un groupe de travail du CRIES sur l'économie circulaire, qui ont permis de dresser un état des lieux et de dégager des enjeux stratégiques pour l'avenir en Île-de-France, l'étude vise à approfondir la compréhension de ce secteur clé pour la transition écologique et économique. L'économie circulaire, en pleine expansion, repose sur des métiers et compétences spécifiques, souvent nouveaux ou en transformation, répondant aux défis du développement durable, de la réduction des déchets et de la valorisation des ressources. L'objectif principal de cette étude sera d'analyser les métiers liés à l'économie circulaire en s'intéressant à la qualification des emplois, au profil des actifs qui les occupent, aux dispositifs de formation existants ou nécessaires, ainsi qu'aux conditions de travail.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T1 2026)**

#### **DD8 : Les métiers de la rénovation énergétique**

**Partenariat :** Drieat

Le secteur de la rénovation énergétique du bâtiment représente un domaine stratégique pour la transition énergétique. La loi portant sur l'Évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (Elan) impose des objectifs de rénovation énergétique pour les bâtiments tertiaires, ce qui représente un levier important pour dynamiser le secteur de la construction. Cette étude proposera une analyse approfondie des métiers liés à la rénovation énergétique. Elle permettra de mesurer la part de ces emplois dans le secteur du bâtiment, d'analyser les difficultés de recrutement rencontrées par les entreprises spécialisées et de suivre l'évolution des compétences nécessaires pour répondre à la demande croissante en rénovation énergétique.

► **Produit attendu : Insee Analyses (T1 2026)**

#### **DD9 : Les emplois télétravaillables et télétravaillés**

Le développement du télétravail modifie les flux liés aux mobilités pendulaires et interroge sur les impacts potentiels en matière d'offre de transports et de calibrage des flux. À l'instar des travaux menés par l'Insee en Normandie, l'identification des professions télétravaillables en Île-de-France permettrait d'avoir davantage de visibilité pour calibrer ce phénomène. Cette approche, à partir du recensement de la population, pourrait être complétée par une exploitation de l'enquête Emploi.

► **Produit attendu : Insee Flash (T4 2025)**



# Démographie, conditions de vie, inégalités sociales

L'Île-de-France, région la plus peuplée et la plus jeune de France métropolitaine, connaît une forte croissance démographique, portée par un solde naturel élevé compensant un solde migratoire négatif. La région concentre les inégalités avec un niveau de vie globalement élevé, mais avec de fortes disparités sociales et territoriales. Dans le contexte d'un marché immobilier tendu, particulièrement au centre de l'agglomération, l'accès à l'emploi, à l'éducation et aux services varie selon les territoires, renforçant ces disparités. Face à ces défis, les politiques publiques, à travers le Pacte des Solidarités, adopté fin 2023, et le Schéma Régional pour l'Habitat et l'Hébergement (SRHH) en Île-de-France, publié en avril 2024, visent à lutter contre la pauvreté, améliorer l'accès au logement et favoriser un aménagement équilibré du territoire. L'Insee Île-de-France poursuivra en 2025 ses analyses des dynamiques démographiques et sociales pour permettre de mieux comprendre et accompagner ces transformations.



## ● L'accompagnement à la déclinaison départementale du Pacte des Solidarités

### PAC1 : Les enfants pauvres

**Partenariat :** Commissaire à la lutte contre la pauvreté  
Afin d'accompagner la mise en place de la déclinaison départementale du Pacte des Solidarités, une étude sur les « enfants pauvres » sera réalisée. Il s'agit des enfants qui vivent dans un ménage pauvre, c'est-à-dire dont le niveau de vie est inférieur au seuil de pauvreté. L'étude portera sur le type de ménage (couple ou famille monoparentale), son profil socio-



démographique, ses conditions de logement, ses revenus et sa localisation, l'activité professionnelle du ou des parents, en fonction de l'âge de l'enfant et de la taille de sa fratrie. Les données de la source Filosofi seront mobilisées pour réaliser l'étude, ainsi que des indicateurs complémentaires dans les domaines de la santé et de l'éducation.

► **Produit attendu :** Insee Dossier (T4 2025)

### PAC2 : Effet des séparations sur le niveau de vie

**Partenariat :** L'Institut Paris Region  
La séparation d'un couple, qu'il soit marié ou non, s'accompagne très souvent d'une modification du niveau de vie de ses membres, généralement à la baisse, lorsqu'ils se retrouvent seuls ou à la tête d'une famille monoparentale. Le

fait d'exercer une activité professionnelle et le type d'emploi occupé seront alors des éléments déterminants du niveau de vie avant et après séparation. Pour chacun des ex-conjoints, cette nouvelle situation familiale et financière peut entraîner des conditions de logement difficiles. Après une première phase d'expertise des sources et des indicateurs disponibles, l'étude visera à décrire ces nouveaux ménages, notamment leurs sources de revenus et leur niveau de vie, si possible en comparaison de leur ancienne situation en tant que couple.

► **Produit attendu :** Insee Analyses (T1 2025)

### PAC3 : Le surendettement des ménages

**Partenariat :** Banque de France  
En 2020, l'Insee et la Banque de France avaient réalisé une étude sur le profil socio-démographique (composition familiale, département de résidence, etc.) des ménages surendettés en Île-de-France en 2019 et leur niveau d'endettement, en mettant en regard les données du recensement de la population avec celles de surendettement. Cette nouvelle étude aura pour objectif de déterminer les facteurs de risque du surendettement, en comparant les données issues des dossiers de surendettement de la Banque de France et celles de l'Insee sur le profil des ménages au sein d'un même territoire. Cette étude permettra d'identifier les territoires pour lesquels les ménages sont le plus susceptibles d'être confrontés au surendettement.

► **Produit attendu :** Insee Analyses ou Flash (T4 2025)

### PAC4 : Les sorties précoces du système scolaire

**Partenariat :** Rectorat de la région académique d'Île-de-France  
Permettre au plus grand nombre de jeunes d'acquérir des compétences facilitant leur accès à l'emploi est un objectif des politiques publiques aux niveaux régional et national. La situation des jeunes sans diplôme est à cet égard une source de préoccupation. Deux axes principaux sont mobilisés par les pouvoirs publics : la lutte contre le décrochage scolaire, qui vise précisément à éviter que des jeunes quittent prématurément leurs études avant l'obtention de leur diplôme, et l'offre de formation professionnelle qui peut permettre de compenser en partie l'absence de qualification des jeunes sans diplôme. L'étude analysera la population des jeunes de 16 à 24 ans ayant quitté le système scolaire sans diplôme.

► **Produit attendu :** Insee Analyses (T3 2025)

## ● Études démographiques et sociales

### D1 : Projections de ménages, projections d'actifs et de personnes âgées dépendantes

Dans la continuité des projections régionale et départementales de population, publiées respectivement en novembre 2022 et juillet 2023, qui sont venues actualiser les projections réalisées en 2017, l'Insee actualisera les projections portant spécifiquement sur les ménages, dont les dernières ont été réalisées en 2018. Ces projections, à horizon 2050, seront déclinées selon la composition du ménage (personnes seules, couples, familles monoparentales). Elles reposent sur des hypothèses concernant le mode de cohabitation des individus en fonction du sexe et de l'âge : décohabitation des jeunes, séparations aux âges intermédiaires, maintien à domicile au grand âge... Plusieurs scénarios pourront être produits à partir de différentes variantes des hypothèses. Les projections régionales et départementales d'actifs seront également mises à jour. Celles-ci reposent sur des hypothèses d'évolution des taux d'activité par sexe et âge. Enfin, des projections de

personnes âgées dépendantes seront réalisées en fin d'année 2025.

► **Produit attendu** : 1 Insee Analyses et 2 Insee Flash (T2 2025, T4 2025 et T1 2026)

## **D2 : Orientations et mobilités à l'entrée dans l'enseignement supérieur**

**Partenariat** : Région académique

L'étude vise à analyser l'impact de l'offre de formation locale, notamment de proximité, sur l'orientation des jeunes à l'entrée dans l'enseignement supérieur, au regard notamment de l'origine sociale. Les sources Parcoursup 2021-2022, Sise qui rassemble les inscriptions dans l'enseignement supérieur, et Sifa qui porte sur l'inscription en formation d'apprentissage, seront notamment mobilisées. L'analyse intégrera des éléments territorialisés sur l'offre de formation, la demande de formation et les inscriptions dans l'enseignement supérieur. Elle permettra d'examiner les inégalités entre les jeunes de différentes origines sociales en termes d'accès aux formations supérieures.

► **Produit attendu** : Insee Analyses (T4 2025)

## **D3 : Dans quel type de famille vivent les enfants ?**

Comme chaque année, l'Insee accompagne le lancement de l'enquête annuelle de recensement de la population par la publication d'une étude construite à partir des données du dernier millésime du recensement diffusé, en l'occurrence celui de 2021. Cette année, l'étude porte sur les différentes formes de familles, du point de vue des enfants mineurs en leur sein, et répond à deux questions : dans quel type de familles vivent les enfants ? Quelle est la situation socio-économique des familles dans lesquelles vivent les enfants ?

► **Produit attendu** : Insee Analyses (T1 2025)

## **D4 : Exploitation de l'enquête Formation tout au long de la vie**

L'enquête Formation tout au long de la vie vise à mesurer d'une part la participation des adultes à la formation et d'autre part les compétences des adultes dans des situations de la vie quotidienne face à l'écrit, en numératie ou sur internet. Le volet sur la formation permet entre autres de décrire les formations suivies (niveau, domaine, durée, etc.) et le profil des personnes qui en bénéficient. Il permet également de connaître les difficultés rencontrées pour accéder aux formations ou les raisons qui conduisent à ne pas en suivre. Le volet sur les compétences s'attache avant tout à évaluer les compétences en lecture et en écriture dans les gestes courants de la vie personnelle et professionnelle. Des variables socio-démographiques (âge, sexe, diplôme, situation sur le marché du travail...) permettent de mener des analyses différenciées par public. Une exploitation régionale répondra aux enjeux forts de formation dans la région. Différentes problématiques pourront être envisagées, autour des formations suivies, des compétences des Franciliens, ou encore de l'illettrisme.

► **Produit attendu** : Insee Analyses (T4 2025)

## **D5 : Panorama des personnes immigrées en Île-de-France**

Plusieurs études nationales et régionales ont permis en 2024 de mieux connaître l'origine de l'immigration en France et dans ses territoires, et d'en identifier les motivations. L'Île-de-France accueille près de la moitié des personnes immigrées actives de France. Les territoires franciliens accueillant des immigrés sont en outre porteurs de dynamique démographique. Une analyse détaillée pour la région dans son ensemble et à un

niveau géographique plus fin de l'importance de la population immigrée et des raisons de l'immigration sera réalisée. Il sera également examiné dans quelle mesure les personnes immigrées sont mobiles au sein de l'Île-de-France dans un mouvement centrifuge ou vers la province, à l'instar de ce qui ressort pour la population francilienne dans son ensemble.

► **Produit attendu** : Insee Analyses (T4 2025)

## **D6 : Panorama des ménages et mobilités dans l'Essonne**

L'Essonne est un territoire particulièrement dynamique. Entre 2016 et 2022, sa population augmente à un rythme annuel de 0,5 %, un peu plus élevé que celui mesuré à l'échelle de l'Île-de-France. Quels sont les moteurs de la croissance observée au sein du département ? Comment l'évolution de la structure des ménages contribue-t-elle à cette croissance démographique ? Comment le jeu des migrations résidentielles, à la fois au niveau des arrivées et des départs des différentes communes et du département dans son ensemble, alimente-t-il ces évolutions ?

► **Produit attendu** : Insee Flash (T3 2025)

## **D7 : Les Franciliens étrangers, une rétrospective**

**Partenariat** : Apur (sous réserve)

Pour faire suite à l'étude initiée en 2024 sur l'origine des Parisiens, une analyse plus générale au niveau de la région ou de la métropole du Grand Paris sera conduite pour connaître l'origine des étrangers vivant dans les territoires franciliens, et en mesurer l'évolution dans le temps. Les caractéristiques socio-démographiques des différentes populations seront examinées, à différentes dates des dernières décennies. D'autres angles d'analyse pertinents pourront être définis.

► **Produit attendu** : Insee Analyses ou Dossier (S1 2026)

## **● Coût de la vie**

### **D8 : Évolution des salaires du secteur privé en 2022 et 2023**

Un pic inflationniste a été enregistré au cours des années 2022 et 2023 en France : les prix à la consommation ont en effet augmenté de 5,0 % en moyenne sur les années 2022 et 2023. Ce pic inflationniste s'est traduit par plusieurs revalorisations salariales, à commencer par celle du Smic. L'étude visera à analyser l'évolution des salaires et du pouvoir d'achat dans le secteur privé au cours de ces deux années en fonction des secteurs d'activité et des catégories socioprofessionnelles. Elle étudiera également l'évolution de la distribution des salaires et des écarts de salaires femmes/hommes.

► **Produit attendu** : Insee Flash (T1 2025)

### **D9 : Exploitation de l'enquête nationale logement 2020 (ENL)**

**Partenariat** : Apur, L'Institut Paris Region, Drihl, Driat

L'enquête nationale Logement de 2020 a été réalisée par le Service des données et des études statistiques du ministère de la Transition écologique. Une extension régionale ayant été cofinancée par la Ville de Paris et l'Institut Paris Region, l'enquête doit pouvoir être exploitée sur le périmètre de l'Île-de-France. Les analyses réalisées par l'Insee et ses partenaires viendront notamment alimenter le suivi de plusieurs politiques publiques régionales : le SDRIF-E, le SRHH, la TOL. Un dossier présentant les principaux résultats de l'enquête sera réalisé.

► **Produit attendu** : Insee Dossier (T3 2025)



### **D10 : Parc locatif et loyers de marché**

**Partenariat :** Olap

En 2024, l'Insee et l'Observatoire des Loyers de l'Agglomération Parisienne (Olap) ont réalisé avec succès un rapprochement de deux sources : le fichier démographique des logements et des individus (Fidéli) de l'Insee et le fichier d'enquête de l'Olap, sur le périmètre de Paris. La source ainsi constituée permettra d'étudier le lien entre le loyer versé, les caractéristiques du logement et celles de ses occupants, notamment leur revenu. L'étude envisagée apportera un nouvel éclairage sur le parc locatif privé parisien, notamment sur le taux d'effort des locataires et sur l'écart entre le loyer versé et le loyer de référence du quartier.

► **Produit attendu :** Insee Analyses (T3 2025)

### **D11 : Le marché immobilier de 2010 à 2022 : évolution des transactions et des prix**

Les demandes de valeurs foncières (DVF), enrichies de données foncières des fichiers fiscaux, constituent une base de données fiscales, dite DV3F, très riche, permettant l'étude des volumes et des prix de vente des biens immobiliers anciens sur la période 2010-2022. L'étude analysera ces deux indicateurs du marché immobilier sur la région, ses départements et EPCI, en distinguant les appartements et les maisons.

► **Produit attendu :** Insee Flash (T2 2025)

### **D12 : Exploitation de l'enquête Histoire de vie et Patrimoine**

En 2021, l'Insee avait publié une étude sur les hauts patrimoines détenus par les Franciliens. Les « hauts patrimoines », définis comme les 10 % les plus élevés au niveau national, ont été analysés à travers leur localisation géographique, leur profil mais également le type de patrimoine détenu (valeurs mobilières et immobilières). L'objectif de l'étude sera d'apporter un nouvel éclairage sur le patrimoine des Franciliens en mobilisant le dernier millésime de l'enquête Histoire de Vie et Patrimoine.

► **Produit attendu :** Insee Analyses (T1 2026)

### **D13 : Les multi-propriétaires**

En 2021, l'Insee avait construit une base de données dite Fidélmmo, basée sur le fichier Fidéli 2017, permettant de décrire les liens de propriété entre les logements et les individus. Cette innovation avait conduit à la publication d'une étude au niveau national intitulée « 24 % des ménages détiennent 68 % des logements possédés par des

particuliers ». Ces travaux d'élaboration d'une telle base de données seront renouvelés en 2025, offrant ainsi aux directions régionales la possibilité d'étudier la multi-propriété au niveau des différentes régions. Ainsi, une étude sur les propriétaires de deux logements ou plus sera réalisée. Les propriétaires de plusieurs logements pourront être décrits selon leurs revenus, leur âge, leur type de ménage et leur lieu de résidence, la destination des logements dont ils sont propriétaires (résidence principale ou secondaire, usage locatif), leur localisation et leur mode de propriété (en nom propre ou via une société civile immobilière).

► **Produit attendu :** Insee Analyses (S2 2025)

### **D14 : Tarification de la restauration scolaire dans les collèges**

**Partenariat :** Conseil départemental de l'Essonne

En 2012, à la demande des élus du Conseil départemental de l'Essonne, les services du Département et l'Insee avaient réalisé conjointement une étude sur la fréquentation et la tarification de la restauration scolaire, en vue d'une refonte des tarifs et des aides versées aux familles. En 2025, le Conseil départemental souhaite que les résultats de cette étude soient actualisés afin de mesurer l'évolution des disparités de fréquentation des cantines scolaires, notamment en fonction du revenu des parents, et de l'effet redistributif des aides versées mesuré par la baisse du taux d'effort consenti par les familles.

► **Produit attendu :** Insee Analyses (T1 2026)

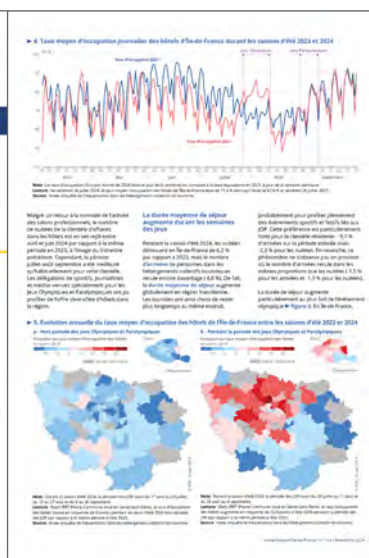
### **D15 : Emplois des étudiants et conditions de vie**

La région Île-de-France, reconnue pour son attractivité et son dynamisme en matière d'enseignement supérieur, accueille un nombre croissant d'étudiants, avec une augmentation notable de ses effectifs ces dernières années. Cette croissance s'accompagne de défis liés aux conditions de vie et de financement des études, où le budget et les ressources des étudiants jouent un rôle central. Dans ce contexte, une étude approfondie sur les emplois occupés par les étudiants permettra de mieux comprendre les différentes formes d'activité durant leurs études, qu'il s'agisse d'emplois liés à leur formation (stages, apprentissage) ou de jobs étudiants plus généralistes. À partir des données du recensement de la population, cette analyse contribuera à éclairer les interactions entre études et emploi, ainsi que leur impact sur les parcours professionnels et les conditions de vie des étudiants en Île-de-France.

► **Produit attendu :** Insee Flash (T3 2025)



# Publications en 2024



## Insee Analyses Île-de-France

N° 194 - Décembre 2024

[Les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 : une éclaircie dans une saison touristique particulièrement terne](#)

N° 193 - Décembre 2024

[Quel équilibre entre emploi et population dans les quartiers de gare du Grand Paris Express ?](#)

N° 192 - Décembre 2024

[Pratiques culturelles : l'Île-de-France, sur le devant de la scène](#)

N° 191 - Novembre 2024

[Un quart des salariés de France métropolitaine dédiés à l'aéronautique travaillent en Île-de-France](#)

N° 190 - Septembre 2024

[Quelles évolutions de la pauvreté dans la métropole du Grand Paris en dix ans ?](#)

N° 189 - Septembre 2024

[En Île-de-France, 14 % des habitants vivent dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville](#)

N° 188 - Juillet 2024

[L'économie sociale et solidaire en Île-de-France : une forte féminisation et des salariés plus âgés](#)

N° 187 - Juillet 2024

[La Seine-Saint-Denis se transforme avec les Jeux de Paris 2024, mais comment ?](#)

N° 186 - Avril 2024

[Secteur stratégique de l'économie francilienne, la logistique regroupe 8 % des emplois salariés franciliens](#)

N° 185 - Avril 2024

[Médailles d'or des licences sportives en Île-de-France : équitation pour les filles, football pour les garçons](#)

N° 184 - Mars 2024

[L'Île-de-France, première région d'implantation des établissements de la filière spatiale](#)

En 2022, toujours moins d'emménagements en Île-de-France

Dans le Val-de-Marne, des mobilités de proximité, notamment avec Paris

### Primo-accession en Île-de-France : un choix restreint de communes, surtout pour les locataires du parc social

Près de 110 000 logements vacants supplémentaires en Île-de-France entre 1990 et 2020

N° 51 - Septembre 2024

Au deuxième trimestre 2024, l'économie francilienne se maintient, mais l'emploi ralentit

Au premier trimestre 2024, l'économie francilienne reste l'une des plus dynamiques de France métropolitaine

[Bilan économique 2023 - L'économie francilienne ralentit nettement en 2023, mais reste l'une des plus dynamiques de France métropolitaine](#)

Au quatrième trimestre 2023, l'activité économique francilienne ralentit de nouveau

[Au troisième trimestre 2023, l'activité économique continue de ralentir en Île-de-France](#)

N° 97 - Décembre 2024

Populations de référence au 1<sup>er</sup> janvier 2022 : 12 380 964 habitants en Île-de-France

En Île-de-France, la colocation des jeunes se développe fortement depuis 30 ans

## Ville de Paris : un portrait de ses habitants

En Île-de-France, un salarié sur deux de l'industrie manufacturière travaille dans l'un des onze Territoires d'industrie

### Qui s'installe dans un logement neuf en Île-de-France ?

[Bilan démographique 2023 de l'Île-de-France : des naissances toujours en baisse](#)



Insee Dossier Île-de-France

N° 10 - Mars 2024  
Égalité femmes-hommes en Île-de-France : chiffres clés de la région et de ses départements

Insee Première

N° 1995 - Mai 2024  
Les salaires sont plus élevés au sein des pôles des aires les plus peuplées

Le blog de l'Insee

Juillet 2024  
Impacts économiques et sociaux des Jeux Olympiques et Paralympiques : à vos stats, prêts, partez !









# Coordination des travaux d'études en région : le CRIES d'Île-de-France

Le Comité régional pour l'information économique et sociale (CRIES) d'Île-de-France est une instance de concertation entre utilisateurs et producteurs d'informations économiques et sociales. Il est coanimé par le Conseil économique, social et environnemental régional (Ceser) et la Direction régionale de l'Insee.

Le CRIES rassemble une soixantaine de membres : représentants de l'État, de la région, des quatre collèges du Ceser et de diverses institutions publiques et parapubliques. Il organise des colloques et des rencontres thématiques, met en place des groupes de travail méthodologiques et examine les projets d'enquêtes de ses membres.

En 2025, le CRIES organisera trois évènements, dont les thématiques ont été choisies par les membres du CRIES lors de l'assemblée plénière annuelle intervenue en décembre 2024 :

- le premier portera sur l'impact des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 ;
- le deuxième traitera du Grand Paris Express ;
- le troisième se centrera sur les constructions neuves et le marché du logement en Île-de-France.

En 2024, le CRIES a organisé deux évènements (<http://www.cries-idf.fr/>) :

## **Lundi 16 septembre - Le dynamisme de l'innovation en Île-de-France : éclairages et perspectives**

- Recherche et développement : mise en perspective de l'Île-de-France (SSM Enseignement supérieur - recherche)
- Tour d'horizon des Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT) d'Île-de-France et de leur activité (SATT Lutec)
- Structures de recherche communes et publications des universités en Île-de-France (OST)
- Les start-up : quelle définition ? Panorama des start-up en Île-de-France, premiers résultats des travaux de l'Insee et du Crocis (Insee)
- Table ronde : Comment soutenir l'innovation ? (Pôle de compétitivité Medicen, DRARI, Bpifrance, Conseil régional d'Île-de-France, SATT Lutec)

## **Lundi 18 novembre - Accès au logement en Île-de-France : action publique, action privée**

- Caractéristiques des demandeurs de logements sociaux en Île-de-France - Adéquation entre demande et besoin (Drihl)
- Panorama des travaux de l'Insee autour de l'accessibilité des logements : quels éclairages cela nous offre-t-il ? (Insee)
- Comment Action Logement répond aux besoins des salariés ? (Action Logement)
- L'exemple de l'AP-HP : l'offre de logement en direction des salariés (AP-HP)
- Table ronde : Le logement comme condition de l'accès à l'emploi, des données à l'action publique et privée (RATP Habitat, Action Logement, Drihl)

Le CRIES conduit également des travaux méthodologiques approfondis novateurs, dans le cadre de groupes de travail. En 2025, le groupe de travail sur la conjoncture sociale, installé en 2024, poursuivra ses travaux afin de proposer la construction d'un tableau de bord regroupant une liste restreinte d'indicateurs pertinents. Le groupe de travail rassemble 21 acteurs différents : les 7 conseils départementaux de la région et la ville de Paris, plusieurs services déconcentrés de l'État (Drihl, Drieets), les trois rectorats de la région académique, l'Insee et un ensemble d'organismes publics et parapublics : l'Apur, l'ARS, l'ORS, la CCI, la Ctrad, France Travail, l'Institut Paris Region.





# Méthodologie et conseil-expertise

## G1/ Travaux d'ordre méthodologique et exploratoire

La direction régionale de l'Insee dispose d'un pôle de méthodologie pour les enquêtes régionales et locales. Ses missions principales consistent à être en appui statistique et méthodologique sur les études menées au sein de la direction régionale, en particulier sur les grands projets « Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 » et « Grand Paris Express », mais aussi à explorer et expertiser des sources de données externes.

Ainsi, les travaux méthodologiques engagés pour livrer des estimateurs à façon sur les zonages des quartiers de gare du Grand Paris Express se poursuivront en 2025, de manière à alimenter les nouvelles monographies de l'Observatoire des quartiers de gare du Grand Paris Express piloté par l'Apur et mettre à jour annuellement le site de data-visualisation.

L'Insee Île-de-France poursuivra les travaux engagés autour des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, en particulier à travers une étude sur le tourisme des résidents en collaboration avec le ministère de la Culture et une mesure de l'emploi lié à Paris 2024 dans la continuité de ceux menés en 2023 sur les emplois liés à la construction d'ouvrages pérennes des JOP. La direction régionale poursuivra également les travaux engagés en 2024 afin de pouvoir reconstituer des trajectoires dans l'emploi des bénéficiaires des clauses d'insertion de la Solideo, grâce à l'utilisation du code statistique non signifiant (CSNS). Enfin, l'Insee Île-de-France participera autant que de besoin à l'exploitation des enquêtes « Suivi de la demande touristique » et « Avion-Train-Route », dont certains modules seront à re-pondérer pour prendre en compte des questionnaires spécifiques hors campagne habituelle.

Parmi les nouvelles sources explorées, le pôle de méthodologie pour les études régionales et locales appuiera les chargés d'étude de la direction régionale dans la production d'une étude à partir de sources nouvelles telles que les enquêtes « Formation tout au long de la vie » ou encore « Histoire de vie et patrimoine ». Une méthode « petits domaines » pourra être mise en place à cette occasion, sur le modèle des travaux qui ont été réalisés sur l'illectronisme. En appui à des travaux relatifs au lien entre le loyer d'un bien à Paris et le revenu du ménage qui l'occupe, le pôle étudiera la robustesse sur l'appariement entre la base de données Olap et la source Fidéli. Une expertise des données des Douanes sur les exportations des PME sera également menée, en appui d'un groupe de travail au sein de l'Insee. Il s'agira de compléter l'analyse sur l'ouverture des PME à l'exportation par des informations et analyses sur le pays de destination des marchandises exportées et sur la nature des produits correspondants.

## G2/ Le conseil-expertise

L'Insee nourrit de nombreuses relations avec les acteurs publics régionaux dans le cadre d'études spécifiques menées en partenariat et aboutissant à des publications communes. Outre cette activité principale, les relations de l'Insee avec les collectivités locales sont nombreuses : avec les communes qui sont ses partenaires pour la collecte du recensement de la population, avec l'ensemble des collectivités locales, la région, les départements et les intercommunalités pour accompagner la diffusion des données. Les interventions de l'Insee auprès des collectivités locales ou d'autres acteurs publics peuvent aussi prendre d'autres formes.

Ainsi, la direction régionale travaille de pair avec ses partenaires en participant à des groupes de travail, groupes d'expertise, observatoires et en contribuant à des réflexions stratégiques pour alimenter les débats et enrichir les rapports. Pour répondre à des demandes directes des acteurs de l'économie et des territoires, l'Insee sélectionne et analyse les données statistiques et les accompagne de conseils à l'utilisation et à l'interprétation. Dans le cadre des politiques publiques régionales et locales, il peut livrer des contributions statistiques afin d'éclairer certains enjeux. Parmi les opérations de ce type auxquelles l'Insee participe, on peut citer les travaux relatifs au suivi de la COP régionale, le suivi des pactes de solidarités, la politique de la ville ou les Territoires d'industrie.

## G3/ La culture statistique

Afin d'aller au-devant de tous les publics et renforcer le caractère pédagogique de ses missions, l'Insee mène également des démarches particulières à destination du monde éducatif. La direction régionale a organisé un webinaire à destination des enseignants afin de promouvoir la compétition européenne de statistiques destinée aux élèves de 1<sup>re</sup> et terminale. Elle a également accueilli des stagiaires de seconde et troisième. Une convention d'enseignement avec l'Université de Paris-Saclay et l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines a été mise en place.

Ces actions seront encore étendues en 2025. Des coopérations seront développées afin de proposer une offre pédagogique en direction des enseignants, des chefs d'établissement et des personnels encadrants. Il s'agira de leur permettre d'accompagner au mieux les jeunes générations dans l'appréhension des données et concepts fondamentaux en matière économique, sociale et démographique, et de faire connaître aux élèves l'univers des statistiques appliquées à des problématiques contemporaines de la vie économique et sociale.

Cette démarche passera par la mise à disposition de ressources adaptées aux différents niveaux scolaires, telles que des interventions en classe, des webinaires et des concours pédagogiques favorisant l'appropriation des méthodes statistiques. Enfin, des initiatives spécifiques, comme des ateliers dédiés aux enseignants et des collaborations avec des organismes d'enseignement supérieur, permettront de renforcer la place des statistiques dans la formation des futurs citoyens et professionnels.

#### **G4/ Autres publications**

##### **Chiffres-clés (annuel)**

**Partenariat :** Crocis, L'Institut Paris Region

Cette brochure rassemble les principaux indicateurs socio-économiques de la région. Elle paraît en mai ou juin et elle est disponible sur le site de la [CCI](#), de l'[Institut Paris Region](#) et de l'[Insee](#).

##### **L'essentiel sur... l'Île-de-France**

[L'essentiel sur...](#) se compose de données clés, d'un jeu de questions-réponses apportant des éclairages plus spécifiques, des précisions méthodologiques et des liens vers des publications récentes de l'Insee pour aller plus loin.

#### **G5/ Communication, actualités**

- Voir l'[offre de l'Insee dans votre région](#)
- [Communiqués de presse régionaux](#)
- Lettre d'information mensuelle [Insee Île-de-France actualités](#)
- Site [www.insee.fr](http://www.insee.fr)
- Fil [X \(ex-Twitter\) Insee Île-de-France](#)





# Annexe

## Lexique des sigles utilisés

**Ademe** : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie  
**Apur** : Atelier parisien d'urbanisme  
**ARS** : Agence régionale de santé  
**Ceser** : Conseil économique, social et environnemental régional  
**COP** : Conférence des Parties  
**CRIES** : Comité régional pour l'information économique et sociale  
**Crocis** : Centre régional d'observation du commerce, de l'industrie et des services (de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) Paris Île-de-France)  
**Ctrad** : Cellule Technique de Réflexion et d'Aide à la Décision  
**DDT** : Direction Départementale des Territoires  
**DEPS** : Département des études, de la prospective, des statistiques et de la documentation  
**DPE** : Diagnostic de performance énergétique  
**DRARI** : Délégué régional académique à la recherche et à l'innovation  
**Driaaf** : Direction régionale interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt  
**Drieat** : Direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports  
**Drieets** : Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités  
**Drihl** : Direction régionale et interdépartementale de l'habitat et du logement  
**EPCI** : Établissement public de coopération intercommunale  
**EPT** : Établissement public territorial  
**Fidéli** : Fichier démographique des logements et des individus (Insee)  
**Filosofi** : Fichier localisé social et fiscal (Insee)  
**Flores** : Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié (Insee)  
**GPE** : Grand Paris Express  
**Igas** : Inspection Générale des Affaires Sociales  
**OCS GE** : Occupation du sol à grande échelle (IGN)  
**Olap** : Observatoire des Loyers de l'agglomération parisienne  
**OREF** : Observatoire Régional de l'Emploi et de la Formation  
**ORS** : Observatoire régional de la santé  
**OST** : Observatoire des Sciences et des Techniques  
**PME** : Petites et moyennes entreprises  
**QPV** : Quartiers prioritaires de la politique de la ville  
**SDES** : Service des données et des études statistiques  
**SDRIF-E** : Schéma directeur de la Région Île-de-France environnemental  
**Sifa** : Système d'information sur la formation des apprentis  
**Sine** : Système d'information sur les nouvelles entreprises (Insee)  
**Sise** : Système d'information sur le suivi de l'étudiant  
**Solideo** : Société de livraison des ouvrages olympiques  
**SRHH** : Schéma Régional de l'Habitat et de l'Hébergement  
**SSM** : Service statistique ministériel  
**TIC** : Technologies de l'information et de la communication  
**TOL** : Territorialisation de l'offre de logements  
**Urssaf** : Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales



# Programme d'action régionale 2025

---

Insee Île-de-France

Retrouvez nos publications sur  
[insee.fr](https://insee.fr)

